



Bruxelles, le 11.11.2024
C(2024) 7954 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 11.11.2024

**relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République du
Bénin pour 2024-2025**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 11.11.2024

relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République du Bénin pour 2024-2025

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

Vu le règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union¹, et notamment son article 110,

Vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23 (1) et (2),

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre du plan d'action pluriannuel en faveur de la République du Bénin pour 2024-2025, il y a lieu d'adopter une décision de financement pluriannuelle, qui constitue le programme de travail pluriannuel pour 2024-2025 conformément à l'article 110(2) du règlement (UE, Euratom) 2024/2509 (ci-après le «règlement financier»).
- (2) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne³.
- (3) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116(5) du règlement financier.
- (4) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110(5) du règlement financier.
- (5) L'action « Programme d'appui au Port de Cotonou ProPort II » et l'action « Participation et leadership des femmes et des filles au Bénin » prévues dans la présente décision devrait contribuer à l'intégration du climat, de la biodiversité et de l'égalité de genre conformément à la communication de la Commission intitulée «Le pacte vert pour l'Europe»⁴ et à l'accord interinstitutionnel du 16 décembre 2020 sur la

¹ OJ L 239, 26.9.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/2509/oj>.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ COM(2019) 640 final du 11 décembre 2019.

discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, ainsi que sur de nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres⁵.

- (6) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national pour la période 2021-2027⁶, modifié suite à l'examen mi-parcours⁷, lequel définit les priorités suivantes : i) capital naturel et humain ; ii) croissance économique verte et numérique ; iii) société prospère et sûre.
- (7) Le plan d'action pluriannuel à financer au titre du règlement (UE) 2021/947, programme géographique « Afrique subsaharienne » vise à soutenir la société civile, la participation et le leadership des femmes et des filles et le port autonome de Cotonou.
- (8) L'action intitulée « Programme d'appui au Port de Cotonou ProPort II » vise à l'amélioration de la gouvernance, des performances et de la compétitivité du secteur portuaire, et au soutien de l'économie bleue durable, à travers un renforcement et un élargissement des activités initiées par le ProPort I et en complémentarité d'autres actions de l'Initiative Équipe Europe « Investir pour un Port de Cotonou durable ».
- (9) L'action intitulée « Participation et leadership des femmes et des filles au Bénin » a pour objectif général de promouvoir le leadership féminin pour favoriser la participation des filles et des femmes aux prises de décisions politiques et citoyennes dans la société béninoise.
- (10) L'action intitulée « Programme d'appui à la société civile » entend appuyer la société civile béninoise à être véritablement un acteur de gouvernance démocratique et de développement.
- (11) L'objectif et la conception de toutes les actions remplissent les critères de l'aide publique au développement, tels qu'établis par le CAD de l'OCDE, conformément aux exigences de l'article 3(3) du règlement (UE) 2021/947, puisque l'action concourt au développement durable des pays partenaires et à la mise en œuvre du programme 2030. Les pays bénéficiaires de l'action qui figurent sur la liste des bénéficiaires de l'APD sont recensés dans le document d'action correspondant.
- (12) En vertu de l'article 62(1), point (c), du règlement financier et l'article 26(1) du règlement (UE) 2021/947, les actions figurant aux annexes 1 et 3 seront mises en œuvre en gestion indirecte.
- (13) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les personnes et les entités chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 157(3) du règlement financier.
- (14) À cette fin, et avant qu'une convention de contribution puisse être signée, ces personnes et entités doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation

⁵ JO L 433I du 22.12.2020, p. 28.

⁶ Décision d'exécution de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour la République du Bénin pour la période 2021-2027, C(2021)9494 final du 16/12/2021.

⁷ Décision d'exécution de la Commission modifiant les programmes indicatifs pluriannuels nationaux, plurinationaux et régionaux 2021-2027 pour l'Afrique subsaharienne, l'Asie et le Pacifique, les Amériques et les Caraïbes et les programmes indicatifs pluriannuels concernant les organisations de la société civile, les défis mondiaux et les droits de l'homme et la démocratie, C(2024)7502 final du 31.10.2024.

conformément à l'article 157(4) du règlement financier⁸ et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 157(5) du règlement financier.

- (15) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité IVCDI – Europe dans le monde institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947.

DÉCIDE:

Article premier
Plan d'action

La décision de financement pluriannuelle, constituant le plan d'action pluriannuel destiné à mettre en œuvre le plan d'action pluriannuel en faveur de la République du Bénin pour 2024-2025, telle qu'elle figure dans les annexes, est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes:

- (a) Programme d'appui au Port de Cotonou ProPort II, figurant à l'annexe 1;
- (b) Participation et leadership des femmes et des filles au Bénin, figurant à l'annexe 2;
- (c) Programme d'appui à la société civile, figurant à l'annexe 3.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du programme pour 2024-2025 est fixé à 26 450 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union:

- (a) Ligne budgétaire BGUE-B2024-14.020120: 24 450 000 EUR;
- (b) Ligne budgétaire BGUE-B2025-14.020120: 2 000 000 EUR.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

La mise en œuvre de la présente décision est subordonnée à la disponibilité des crédits qui sont prévus dans le budget général de l'Union pour 2025, après l'adoption de celui-ci par l'autorité budgétaire.

Article 3
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR et ne dépassant pas 20 % du montant maximal de la contribution de l'Union fixé à l'article 2, premier alinéa, chaque exercice étant pris séparément, ou les modifications cumulées⁹ des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110(5) du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

⁸ À l'exception des cas prévus à l'article 157(7), du règlement financier, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

⁹ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 4

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés aux points 4.4.1 et 4.4.2 de l'annexe 1, point 4.4.3 de l'annexe 2 et point 4.4.1 de l'annexe 3.

Fait à Bruxelles, le 11.11.2024

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission